Ces citoyennes qui reconfigurent le politique. Trente ans de travaux sur l'Antiquité grecque

Those citizen women who sketch another political frame. Thirty years of ancient Greece studies

Violaine Sebillotte Cuchet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12998>

DOI : 10.4000/clio.12998

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 185-215

ISBN : 978-2-7011-9852-1

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Violaine Sebillotte Cuchet, « Ces citoyennes qui reconfigurent le politique. Trente ans de travaux sur l'Antiquité grecque », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 43 | 2016, mis en ligne le 01 juin 2019, consulté le 02 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12998> ; DOI : 10.4000/clio.12998

Actualité de la recherche

Ces citoyennes qui reconfigurent le politique. Trente ans de travaux sur l'Antiquité grecque

Violaine SEBILLOTTE CUCHET

Avant que ne s'imposent, dans le contexte de l'Empire romain, les termes latins de *civitas* (cité) et de *civis* (citoyen) à partir desquels un certain nombre de langues occidentales modernes ont constitué leur lexique de la citoyenneté, les Grecs de l'âge classique¹ auraient inventé l'idée moderne de la citoyenneté. Considérée dans son sens contemporain, la citoyenneté traduit l'expérience démocratique du politique, du grec *dēmokratia*, propre à la cité (*polis*) et à son régime (*politeia* – parfois également traduit par droit de cité, citoyenneté). La démocratie, autrement dit le fait de partager, de participer et de décider plus ou moins collectivement (en fonction des contours donnés au *dēmos*, le peuple) et en tant que citoyen d'un destin commun, serait née dans les pratiques que les Grecs désignaient par l'expression *ta politika*, « les affaires de la polis »². Ces diverses

¹ Par cette expression nous désignons, encore aujourd'hui, les Athéniens. Les documents issus d'autres cités ne sont pas suffisamment abondants et ne permettent pas encore une étude comparée à l'échelle de l'ensemble du monde grec des VI^e-IV^e siècles avant J.-C. Un travail préliminaire à cet article a été publié, en portugais et en français, dans la revue brésilienne *Tempo* : <http://www.historia.uff.br/tempo/site/>

² Sur le sens à donner aux *politika* et *au* politique (par rapport à *la* politique) voir en dernier lieu Azoulay 2014 : 691-697. Le *Dictionnaire des sciences économiques et sociales*

affirmations qui établissent une filiation entre l'Antiquité classique et les démocraties occidentales, ne sont pas le fruit du hasard. Elles sont directement issues de la transmission d'une tradition qui repose essentiellement sur un passage extrêmement connu du livre III du traité *Tôn politikôn* d'Aristote qui contient la définition synthétique et canonique du citoyen :

Donc, après cela, qui est citoyen est maintenant clair : nous pouvons en effet dire que celui qui a part à la faculté de participer au pouvoir délibératif et judiciaire, nous disons dès lors qu'il est citoyen (*politês*) de cette cité, et pour le dire de façon générale, la cité (*polis*) est l'ensemble des individus de ce genre, un groupe suffisant pour vivre de manière indépendante³.

L'existence d'un lexique antique qui paraît directement traduisible en termes contemporains (*politai-civites/citoyens*) crée l'illusion de la correspondance entre le fait politique tel qu'il existait dans l'Antiquité classique et le fait politique que nous expérimentons dans le monde contemporain. Pourtant, la définition de la citoyenneté, des contours du politique et des régimes de pouvoir (démocratie, oligarchie...) constituent depuis longtemps des thèmes classiques de la recherche en histoire ancienne (Grèce et Rome), que ce soit à partir de l'étude des variations repérées au sein du monde antique ou des rapports entre monde contemporain et Antiquité⁴. Ces dernières années, la

(éd. Philippe Deubel et Marc Montoussé, Bréal, Rosny sous-Bois, 2012), propose p. 298 : « Dans une démocratie, le pouvoir politique émane des citoyens regroupés en nation et l'État est un instrument de la nation ». Or les notions de nation et d'État sont difficiles à traduire dans Athènes de l'époque classique où leur existence fait débat : Cohen 2000 ; Ismard 2014. Que l'Antiquité classique ait servi à penser le politique au sens moderne, est cependant une évidence. Voir Alain Rey (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1998 *s.v.* politique : « *Politicus* vient de *politês* « de la cité, de l'État », substantivé pour désigner le citoyen et, par extension, le concitoyen. *Polîtês* est lui-même dérivé de *polis* (cité) (...) Il est pris avec une valeur de neutre (le politique et le social) pour désigner ce qui a trait au gouvernement des sociétés (1927) ». Pour un bref retour à la tradition historiographique, voir Müller 2014 : 750, note 31.

³ Aristote, *Politique*, III, 1275b17-21 (voir aussi 1275a 22-23) dans une traduction de Josine Blok [révisée par l'auteure de cet article].

⁴ Parmi d'autres : Nicolet 1976 et 1982 ; Finley & Vidal-Naquet 1985 : 85-109 ; Hansen 2001. En dernier lieu : Mossé 2013.

réflexion a été renouvelée grâce à des enquêtes appuyées sur une documentation archéologique et menées sur les cités grecques au temps de l'Empire romain, c'est-à-dire dans un contexte de double voire de multi-citoyenneté⁵. Le plus novateur dans ces études a été la mise en valeur de la coexistence de différentes notions de la citoyenneté et la possibilité pour un individu d'en cumuler plusieurs, par exemple celle de sa cité d'origine et celle octroyée par Rome.

Mais si le champ des études sur le politique et la citoyenneté dans l'Antiquité est aujourd'hui très dynamique notamment en France – que ce soit par le biais de lectures juridiques, historiques, comparatistes, anthropologiques ou sociologiques – l'étude de la place de la différence des sexes dans le dispositif a franchement perdu du terrain. Très rares sont les spécialistes qui s'intéressent aux femmes comme le montre encore le très récent dossier des *Annales* qui raffine pourtant l'étude du politique⁶. D'un autre côté, très rares sont les travaux des historiennes des femmes qui réintègrent celles-ci dans le politique, comme si, pour elles, la messe était dite depuis longtemps : l'Antiquité n'a pas connu de citoyennes⁷.

Le présent bilan, loin de se fixer un objectif d'exhaustivité, cherche à mettre en valeur l'arrière-plan des recherches actuelles menées dans le domaine du politique, afin de comprendre ce qui se joue, du point de vue de l'histoire des femmes et du genre, dans le renouvellement de la réflexion. Étant spécialiste du monde grec, mon propos concernera principalement la question des citoyennes des cités grecques. Comme l'ont montré un certain nombre de travaux, d'abord publiés dans l'aire anglophone⁸, la citoyenneté antique gagne aujourd'hui à être pensée de

⁵ Ainsi, Froehlich & Müller 2005 ; Heller & Pont 2012.

⁶ Azoulay 2014. Le potentiel de la question apparaît en bas de page dans Müller 2014 : 765, note 69.

⁷ Loraux 1981 suivi de Mossé 1983. En Allemagne la question a été en partie déplacée vers l'analyse de l'historiographie de l'exclusion et de la domination (Wagner-Hasel 2006). En Italie, ont été explorées les lisières du politique et les spécificités féminines (Montepaone 1999 ; Marino *et al.* 2002 ; Ando 2005) comme dans le monde hispanophone et lusophone (voir par exemple Iriarte & Sancho Rocher 2010 ou Lessa 2010 [2001] : 82-105 qui se réfère à Mossé 1983 et souligne les discordances entre discours idéologiques et pratiques « du quotidien »).

⁸ Patterson 1986, 2005 ; Cohen 1997 : 57, note 4.

manière empirique. L'ensemble des travaux produits dans le domaine de l'anthropologie historique de l'Antiquité converge pour souligner l'étroite imbrication des affaires des mortels (*ta anthrôpina*) avec celles des dieux (*ta theia*). De ce fait, il n'est guère possible, comme l'a souligné Josine Blok, de limiter la citoyenneté à l'exercice de la capacité délibérative et judiciaire ou à la participation au gouvernement, ainsi que le suggérait Aristote dans une démonstration théorique dont il reconnaissait lui-même le caractère assez artificiel⁹. Dans cette perspective, développée surtout à partir des années 1990, les femmes libres de la cité trouvent place en tant que citoyennes, au sens antique de membres de la cité (*politai*). Enfin, dans la mesure où les avancées récentes sur la question de la citoyenneté ont surtout été produites dans le cadre de l'Empire romain, j'ai choisi d'inclure des éléments provenant de ce contexte. Ils permettent de mieux comprendre les variations antiques du statut citoyen, qu'il s'applique à des femmes ou à des hommes.

D'impossibles citoyennes

Aux débuts des années 1980 les analyses de Nicole Loraux ont souligné l'exclusion radicale des femmes du dispositif politique antique. Cette lecture, qui a donné lieu à de nombreuses discussions savantes, a reçu une audience au-delà du domaine des seuls spécialistes de l'Antiquité et constitue le socle des savoirs partagés si l'on se fie à la présentation que les manuels du secondaire donnent de la citoyenneté antique¹⁰.

⁹ Si l'on suit l'analyse que Josine Blok a proposée lors de séminaires tenus à Paris (INHA) les 11 et 25 janvier 2011 sous le titre : « Définitions de la citoyenneté : proposition de révision » et « Pratiques de la citoyenneté : descendance, *timai* et *archai* », Aristote ne décrirait pas, dans sa définition du livre III (1275b17-20), une réalité constatée – le citoyen est celui qui participe aux assemblées – mais proposerait une définition théorique qui aurait l'avantage de réduire les différences entre les pratiques des différentes cités. La définition du livre III serait le résultat d'un raisonnement intellectuel nouveau qui chercherait à donner une définition de la citoyenneté applicable à tous les types de cités grecques, malgré les variations observées à l'échelle de chacune d'elles. Voir aussi : Blok 2004 et 2005 ; Davies 2004 : 21.

¹⁰ « Les femmes ne sont pas citoyennes, mais filles de citoyen ou épouses de citoyen » : c'est l'affirmation qui explique, entre autres exclusions (étrangers,

Se fondant sur le récit transmis par Varron, érudit romain de la fin du I^{er} siècle avant J.-C. et transmis par saint Augustin à la fin du IV^e siècle, Nicole Loraux a présenté ce qui aurait été le mythe originel expliquant l'exclusion des femmes¹¹ : pour avoir unanimement préféré Athéna à Poséidon et fait basculer, du fait de leur nombre, le vote majoritaire en leur faveur, les Athéniennes auraient suscité la colère de Poséidon contre l'ensemble de la cité. Afin d'apaiser le dieu, il leur aurait été à jamais interdit de transmettre leur nom, de porter celui d'Athéniennes et de voter. De la pensée mythique à Aristote, tout convergerait pour souligner l'évidence de l'exclusion des femmes du politique. Comme le formulait alors Nicole Loraux :

Il n'existe pas plus de "citoyenne" que "d'Athénienne", et le citoyen athénien pourrait donc être tout simplement défini comme celui qui, des deux côtés, n'a que des citoyens pour pères : le sien propre et celui de sa mère¹².

Les analyses de Nicole Loraux ont résonné dans le milieu des historiens du social grâce à un article influent de Pierre Vidal-Naquet qui débutait avec cette célèbre formule :

Pourquoi avoir associé dans une même étude le sort des esclaves et celui des femmes ? Parce que la cité grecque, dans son modèle classique, se définissait par un double refus : refus de la femme, la cité grecque est un "club d'hommes", refus de l'esclave, elle est un "club de citoyens"¹³.

Pour réutiliser une autre formule, cette fois de M.I. Finley¹⁴, on pourrait dire que, dans les années 1980 et 1990, était convenue l'avance, main dans la main, de la démocratie et de l'exclusion des femmes. Hormis quelques recherches isolées, le politique et la citoyenneté ont par conséquent été presque unanimement pensés comme des espaces

esclaves), qu'Athènes est « une démocratie limitée » (Séquence 3 HG20 ; CNED Académie en ligne (consulté le 29/10/2015) :

<http://www.academie-en-ligne.fr/Ressources/7/HG20/AL7HG20TDPA0111-Sequence-03.pdf>

¹¹ Loraux 1981 : 119-153, 121.

¹² *Ibid.* : 128. Voir aussi p. 131. Sur l'effet de génération intellectuelle : Sebillotte Cuchet 2012 : 143-172.

¹³ Vidal-Naquet 1991 [1981] : 269 ; également Mossé 1983 : 139 et Just 1989.

¹⁴ Finley 1984 : 171.

d'activités concernant uniquement les hommes¹⁵. Les femmes étaient décrites comme étant sous tutelle non seulement juridique mais aussi politique et sociale d'un membre masculin de leur famille¹⁶. Les études des spécialistes de philosophie politique se sont adossées à ce qu'elles ont considéré comme faisant consensus et en ont fait le point de départ de lectures évolutionnistes de la citoyenneté¹⁷, un statut qui n'aurait été ouvert aux femmes que très récemment. Dans cette perspective, la notion de citoyenneté, comme celle de politique ou de démocratie, est conçue comme historiquement homogène, immédiatement transposable et traduisible d'une culture à une autre.

Dès lors que l'affirmation de la mise sous tutelle des femmes (avec son étiologie mythique), est devenue le postulat retenu par la plupart des analyses, la recherche en histoire des femmes s'est concentrée sur les interstices et les variations du dispositif général de l'exclusion des femmes. Claudine Leduc est, en France, probablement celle qui a été le plus loin pour tenter de comprendre les dispositifs sociaux qui sous-tendaient les représentations antiques de la citoyenneté et la place qu'y tenait la différence de sexe¹⁸.

Si l'on prend comme référence la *Constitution des Athéniens* attribuée à Aristote et probablement due à ses élèves, la citoyenneté à Athènes apparaît moins fonctionnelle (la fameuse participation aux assemblées) que statutaire. En effet, à partir du décret de Périclès adopté par l'assemblée en 451/450 avant J.-C., la condition (minimale ?) pour être reconnu comme citoyen à Athènes est d'être né non plus seulement d'un père membre de la cité mais de deux *astoi*,

¹⁵ Yan Thomas a une position ambiguë sur la question des citoyennes dans la Rome républicaine : Thomas 2002 [1990] : 132, 139, 199.

¹⁶ Mossé 1983 : 51, 142 ; Vial 1996.

¹⁷ Geneviève Fraisse (1998 et 2000) ne s'aventure pas sur le terrain de l'Antiquité mais construit son analyse sur l'opposition entre famille et cité. Froidevaux-Metterie (2015), en revanche, débute sa démonstration par ce qui serait à l'origine de la révolution contemporaine du féminin, « l'antique enfermement des femmes au foyer » : Froidevaux-Metterie 2015 : 25-31.

¹⁸ Leduc 1994-1995, 1998 et 2002 [1990].

deux membres de la cité (ici *astu*)¹⁹. Autrement dit, la citoyenneté repose sur une catégorie d'individus particuliers, ceux désignés comme les *astoi*, des Athéniens et des Athéniennes. Avec cette mesure, les femmes – résolument non-citoyennes chez Claudine Leduc – auraient gagné une place, mais seconde, dans le dispositif politique de la cité. Pour Claudine Leduc, la cité d'Athènes – la seule pour laquelle une étude chronologique peut être menée en raison de la documentation disponible pour la période étudiée (VI^e-IV^e siècle) – aurait inventé, au milieu du V^e siècle, le statut de « mère de citoyens ».

La nuance apportée par Claudine Leduc à la thèse de l'exclusion des femmes par la valorisation du statut individuel de certaines femmes, les mères de citoyens, vient rappeler la complexité du phénomène de la citoyenneté antique²⁰. D'une définition fonctionnelle étroite, celle qu'Aristote décrit dans le livre III de *La Politique* (1275a 22-23 et 1275b 17-19), à la définition statutaire de la *Constitution des Athéniens*, il n'est pas certain que l'on parle de la même chose lorsque l'on convoque les termes de *politeia* et de citoyenneté, de *polis* et de politique. L'historiographie anglophone, en soulignant la richesse et la flexibilité du lexique antique de la citoyenneté, a de ce point de vue joué un rôle majeur.

La richesse du lexique antique de la citoyenneté

Peu de temps après la sortie de l'ouvrage de Nicole Loraux, une américaine, Cynthia Patterson, récusait la démonstration concernant l'exclusion des femmes du politique en faisant valoir, entre autres, la richesse du vocabulaire grec de la citoyenneté. Elle recommandait de rappeler cette diversité afin de ne pas réduire le citoyen au seul *politês* décrit par Aristote au livre III de la *Politique*²¹. D'autres, ainsi Edward E. Cohen, soulignaient le caractère périlleux de tout exercice de

¹⁹ [Aristote] *Constitution des Athéniens*, 26, 4 : « Sous Antidotos, à cause de la foule des *politai* et sur proposition de Périclès on décida de ne pas “partager la *polis*” avec celui qui n'est pas né de deux *astoi* ».

²⁰ Voir, dans la perspective ouverte par Claudine Leduc, les réflexions d'Aurélié Damet (2015).

²¹ Patterson 1986.

traduction qui mobilise des catégories et représentations sociales souvent anachroniques²².

Dans le monde des cités grecques, la qualité d'appartenance à la cité (liée à la résidence permanente sur quelques générations) est le plus souvent décrite par l'usage du substantif pluriel, Athéniens, Corinthiens, Mégariens, Thébains, qui peut désigner – selon les contextes – aussi bien des femmes que des hommes, toujours des individus libres²³. Ce substantif, désigné comme l'ethnique (*ethnicon*), signale que l'appartenance à une cité n'est pas partageable au-delà des frontières de la cité. Un citoyen athénien n'est pas citoyen corinthien. Il n'existe pas de "citoyen grec". D'ailleurs, d'autres substantifs construits sur le nom du territoire, ainsi l'intraduisible "Attiques" (masc. pl. : *Attikoi*, fém. pl. : *Attikai*) pour désigner les Athéniens, montrent à quel point l'idée d'appartenance par la résidence sur un territoire identifié est fondamentale pour exprimer le lien politique dans la cité classique²⁴. À ce lexique territorial, s'ajoute le terme d'*astoi*, les citoyens, qui désigne ceux qui constituent le réservoir privilégié de recrutement des citoyens d'une cité, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

Le premier cercle de reconnaissance de la qualité citoyenne d'un individu est celui de l'*oikia*, la maison²⁵. Le traitement social d'une réalité biologique, la génération, se marque dans le rituel de reconnaissance et dans le choix du nom donné à l'enfant, un choix qui l'inscrit dans différents cercles de parenté, maternel et paternel²⁶. On sait que les garçons âgés de trois à quatre ans étaient ensuite présentés à la phratrie, groupe de parenté élargi. Cette opération est

²² Cohen 1997 : 58-59.

²³ Vernant 1988 [1955] : 14. Voir, parmi les décrets du peuple, le très célèbre – car rare – exemple de la prêtresse d'Athéna Nikè sélectionnée, selon l'inscription (IG I³ 35, entre 448 et 424) « par tirage au sort parmi toutes les Athéniennes (*Athēnaion*) » (Blok 2014). Voir également les dédicaces offertes par des Athéniennes (*Athēnaiai*) à Delphes : Jacquemin 2005. Plutarque, *Vie de Périclès*, 37.3 cite les deux parents (le père et la mère) d'un citoyen comme devant être « Athéniens » (ἐν δυνῖν Ἀθηναίων).

²⁴ Patterson 1986 ; Sebillotte Cuchet 2006.

²⁵ En dernier lieu : Gherchanoc 2012 : 23-48.

²⁶ Bechtel 1902 ; Wilgaux 2009.

moins certaine pour les filles même si le débat reste ouvert²⁷. Au moment de la puberté, à 16 ans, les garçons intègrent la phratrie en tant que membre à part entière lors d'un rituel annuel au cours duquel tous partagent un banquet. Les filles, à peu près au même âge, sont souvent données en mariage, un rituel qui donne également lieu à un banquet. Cela règle les épousailles fondées sur un accord entre les deux familles et le versement d'une dot par la famille de la mariée à l'époux. Ce sont en revanche uniquement les garçons, à 18 ans, qui sont inscrits sur le registre du dème (le *lexiarchikon grammateion*). La présentation des jeunes citoyens a lieu devant l'assemblée des démotes, les pairs politiques et territoriaux du village ancestral. Devant les démotes et pour obtenir leur accord, les jeunes Athéniens doivent de nouveau déclarer qu'ils sont biens nés de deux *astoi*²⁸.

C'est ainsi l'affiliation aux gens du lieu (*astu*), additionnée d'une reconnaissance publique par les démotes, qui permet l'intégration du jeune Athénien dans une tribu (ensemble de démotes provenant de villages différents) puis, par conséquent, dans les corps délibératifs et exécutifs de la cité. La catégorie des *politai*, au sens restreint du genre masculin, est issue de cette longue procédure qui a débuté dès la naissance. La distinction entre jeunes hommes et jeunes filles se produit au niveau des institutions délibératives et judiciaires, des charges d'administration et de commandement (*archai*). L'examen (*dokimasia*) répété de la bonne qualité d'Athénien est parfois l'occasion de vérifier les critères de la citoyenneté masculine : critère d'âge, de reconnaissance paternelle, éventuellement mariage légitime (avec dation par le père de l'épouse) des parents, qualité d'*astoi* des deux parents. La question de la dignité – *timê* – requise dans le comportement, une qualité que l'on peut résumer par la maîtrise de soi et la conformité aux normes sociales – et qui est attendue de tous les libres, hommes et femmes²⁹ – est récurrente et permet de distinguer, en second lieu, ceux qui peuvent prendre la parole en assemblée et diriger la cité, des autres. La complexité de ce que nous appelons la citoyenneté antique s'explique ainsi non seulement par la procédure, longue et collective, mais aussi par la qualité, variable selon

²⁷ Voir Lambert 1993 : 181-184 et Todd 1997 : 116.

²⁸ [Aristote], *Constitution des Athéniens*, 26.4.

²⁹ Voir Marchiandi 2011 : 66-70.

le degré de dignité (*timê*) attaché à chacun. À la différence de la qualité d'*astoi*, reconnue par l'habitat, la filiation et la participation aux actes collectifs (par mutuel agrément), la qualité de *politai* semble nécessiter une reconnaissance de l'assemblée des démotés.

Ce qui est compliqué lorsque l'on étudie les femmes est que le vocabulaire utilisé l'est souvent au pluriel. Or, la marque du genre n'apparaît pas dans toutes les formes déclinées des mots grecs (ainsi le génitif pluriel) et, lorsque le terme désigne une réalité mixte, le genre masculin l'emporte sur le féminin. Par ailleurs, le sens des mots varie selon les contextes de leur utilisation. Employé au pluriel, le terme *politai* peut aussi bien désigner les hommes reconnus par les assemblées du dème que les habitants de cité, hommes ou femmes³⁰. Comme toujours, l'usage linguistique du masculin pluriel, que ce soit pour le mot *politai* ou pour d'autres, participe à rendre les femmes invisibles³¹. Même dans un contexte politique, les femmes peuvent être incluses dans le groupe des *politai*. Aristote rappelle en effet que « dans la pratique » ou « dans l'usage », les cités grecques définissent comme citoyens un individu « né de deux parents citoyens (*politai*), et non seulement d'un seul, le père ou la mère ». Parfois, ajoute-t-il, certaines cités exigent la naissance de parents citoyens sur deux ou trois générations³². Dans la pratique linguistique d'Aristote, le terme de *politai* peut donc désigner des hommes et des femmes. Quant au féminin singulier, *politis*, il se rencontre chez Aristote ou Platon comme le symétrique du masculin *politês*. Le mot apparaît dans le traité platonicien des *Lois* dans les propos du personnage désigné comme l'Athénien. L'Athénien explique :

Nous posons donc comme loi (*nomos*) que les femmes (*gunaiikes*) ne doivent pas négliger à tel point les exercices de la guerre, et que tous, citoyens et citoyennes, doivent y être diligents³³.

³⁰ *Odyssée*, VII, 131 ; XVII, 206 ; *Iliade*, xv, 558 ; *Hymne homérique à Déméter*, v. 99. Voir aussi : Sophocle, *Electre*, 1227 ; Euripide, *Electre*, 1335 ; Démosthène, *Contre Nééra*, 104 ; Platon, *Lois*, 814c ; Aristote, *Politique*, 1275-1278.

³¹ Chevalier & Planté 2014 : 22-27.

³² *Politique*, 1275b21-25.

³³ *Lois* (814c) : πάντας τοὺς πολίτας καὶ τὰς πολίτιδας (A. Diès modifiée) ; Aristote, *Politique*, 1275b33 et 1278a28.

Platon et Aristote, deux auteurs particulièrement intéressés à la question de la cité, de son organisation et de son gouvernement, emploient dans ces passages le terme de citoyenne comme un synonyme de citoyen au féminin.

Lorsque certains orateurs discutent de la qualité citoyenne d'une femme, il s'agit en revanche toujours et explicitement de poser la question de la légitimité de ses enfants³⁴. Les preuves apportées à la barre lors des débats judiciaires sont les paroles des parents et membres des phratries, considérés comme les témoins valables et légitimes du processus social de fabrication de la citoyenneté. Le plaideur du discours prononcé contre Euboulidès l'explique :

D'ailleurs, il est établi, Athéniens, que mon père n'était pas son premier mari : celui-ci était Protomachos, qui eut d'elle des enfants dont une fille qu'il a mariée. Bien qu'il soit mort, ses actes témoignent donc que ma mère était Athénienne (*astê*) et citoyenne (*politîs*). Pour preuve, appelle-moi les fils de Protomachos, puis ceux qui étaient présents quand mon père l'a reprise en mariage, et ses parents membres de la phratie à qui mon père a apporté l'offrande à l'occasion de son mariage avec ma mère ; puis Eunicos du dème de Cholargos qui a reçu ma sœur en mariage de Protomachos ; puis le fils de ma sœur. Appelle-les³⁵.

Le contexte interdit de voir dans le mot *politîs* un simple synonyme d'habitante. L'idée est que cette femme, la mère du plaideur, est bien une femme de la cité, libre, habitante du lieu, mais aussi une femme qui fait partie d'une famille dont les membres masculins sont reconnus par leurs pairs du village (dème) comme des citoyens. Certes les exemples d'emploi du terme *politîs* sont rares mais il faut rapporter cette rareté à la thématique majoritairement couverte par la tradition manuscrite, celle du gouvernement de la cité aux travers des décisions prises par les assemblées délibératives et judiciaires... desquelles les citoyennes sont exclues. À l'inverse, personne ne s'étonne que, à la même époque, dans

³⁴ Dans le discours sur la *Succession de Kiron*, conservé dans le corpus des discours d'Isée, le plaideur se défend : « Car si ses mensonges vous amènent à croire que notre mère n'était pas citoyenne (*πολίτις*), nous non plus ne le sommes pas ».

³⁵ Démosthène, 57 (*Contre Euboulidès*), 43. Voir aussi Démosthène, 59 (*Contre Nééra*), 107 : « Et quoi, cette femme qui s'est prostituée dans toute la Grèce et aurait voulu passer pour Athénienne, elle resterait impunie alors qu'elle n'est ni Athénienne (*astê*) par ses ancêtres ni citoyenne (*politîs*) par décision du peuple ».

les inventaires d'offrandes textiles dédiées à Artémis Brauronia et inscrits sur des stèles dressées sur l'Acropole d'Athènes, soient mentionnées 118 noms de donatrices et aucun nom de donateur³⁶.

On peut être certain que des Athéniennes sont bien des *politai* (terme au masculin générique ou des *politides* si l'on utilise le féminin pluriel) lorsqu'on envisage les octrois de citoyenneté. On connaît des octrois individuels (rares à l'époque classique), qui sont parfois seulement honorifiques et bénéficient presque uniquement (durant l'époque classique) à des hommes. Pourquoi les femmes ont-elles si rarement bénéficié d'octroi individuel de citoyenneté³⁷ ? On serait tenté de dire que ces dernières n'ont pas l'occasion de s'illustrer dans les domaines où s'acquièrent les honneurs. Mais sans doute cette réponse est-elle trop simple.

En revanche, lors des octrois collectifs de citoyenneté, les femmes sont des bénéficiaires incluses et implicites. En 429, lorsque la cité de Platées, cité voisine de Béotie est attaquée par les Thébains et les Spartiates, des Platéens se réfugient à Athènes et se voient accorder la citoyenneté par décret³⁸. Le décret indique que leur sont accordés tous les privilèges des citoyens – toute la *timé* : ils peuvent participer aux activités de la *polis*, à la fois les affaires des dieux et celles des mortels (*hiera kai bosia*), et ils sont inscrits dans les dèmes et les tribus (les hommes iront donc dans les assemblées et deviendront magistrats et, hommes et femmes pourront participer aux actes collectifs de la cité ou du dème).

Incontestablement, aux yeux des Grecs, il existe des femmes *politai*. Si distinction il y a entre citoyennes et citoyens, cette distinction opère dans certaines fonctions de la *polis*, pas dans la nature ni la qualité des individus³⁹. Pour le dire autrement, les femmes sont citoyennes par leur appartenance aux mêmes familles que les citoyens mais elles n'exercent

³⁶ Bröns 2014 : 35, 83.

³⁷ Deux décrets inscrits sur une même pierre et provenant de Dodone (Épire) datent de la première moitié du IV^e siècle et concernent des femmes (Davies 2000 : 246-247).

³⁸ Démosthène (=Apollodore), *Plaidoyers civils*, 59, 104 à lire avec la mention du terme *politis* au §107.

³⁹ Patterson 1986 ; Todd 1997 : 114.

pas de fonction délibérative, judiciaire ou gouvernementale, une fonction qu'Aristote a isolé au début du livre III de la *Politique*. Cette inégale participation des citoyennes et des citoyens dans le domaine politique explique que, dans l'historiographie, certaines historiennes aient employé le terme de citoyennes avec des guillemets⁴⁰. Claude Mossé avait cependant souligné, dans le droit fil d'une tradition historiographique remontant à Fustel de Coulanges, combien la citoyenneté antique avait ceci de spécifique qu'elle était liée et dépendante des relations entretenues, par les rituels, avec le monde des dieux et des déesses. Autrement dit, la notion de citoyenneté, et partant la définition du politique, devait tenir compte de cet aspect caractéristique des configurations sociales antiques, l'imbrication constante entre affaires politiques et sociales et la place prépondérante prise par la religion. À ce titre, il était important de souligner, selon elle, « les limites de l'exclusion des femmes par rapport à la vie de la cité et à la définition de la citoyenneté »⁴¹.

Si l'on admet que des femmes libres étaient perçues par les Athéniens comme des citoyennes⁴², terme symétrique à celui de citoyens, l'enjeu est la définition de la citoyenneté antique et du politique. La citoyenneté fonctionnelle telle que définie par Aristote au début du livre III de la *Politique* était-elle perçue, par les Grecs, comme l'unique lieu d'exercice du pouvoir collectif, autrement dit comme le lieu du politique par excellence, pour reprendre une expression contemporaine ? Qu'est-ce qui faisait, selon les termes antiques, du mortel un « être politique » ?⁴³

⁴⁰ Loraux 2003 [1993] : XXII ; Mossé 1993 : 63-64. Une « *seconda categoria* » : Cantarella 1997 : 109.

⁴¹ Mossé 1993 : 61 et 64. La spécificité de la société antique et son éloignement des conceptions sociales contemporaines – notamment du fait de la prégnance du fait religieux – avaient été longuement soulignés, en son temps, par Numa Fustel de Coulanges (*La Cité antique. Étude sur le culte, le droit, les institutions de la Grèce et de Rome*, Paris, Librairie Hachette, 1872, notamment p. 1-3).

⁴² Jacquemin 2005 : 337-338 et note 7 pour les réticences des francophones. Dans le contexte anglo-américain il n'est pas choquant de parler de citoyennes : voir à ce propos le chapitre « Full citizens: female » dans Kamen 2013 : 87-93.

⁴³ Pour Aristote, *Politique*, I, II, l'être politique est l'*anthrôpos*, non l'*anêr* : ἄνθρωπος φύσει πολιτικὸν ζῷον. La qualité politique est un attribut intrinsèque de l'individu,

Fonctions citoyennes

Dans l'historiographie, la question des fonctions du citoyen, notamment lorsqu'est posée la place des femmes ou des filles dans le dispositif, a été envisagée sous l'angle de la participation. Quel type de participation qualifie un individu comme membre d'une cité ? Est-ce la participation aux assemblées, à l'exercice de la justice et aux pouvoirs de magistrat (*archê*) ?⁴⁴ Claudine Leduc affirme, comme beaucoup d'autres, que « la notion de citoyenneté est (...) en pays grec, infiniment plus large »⁴⁵. En choisissant de ne pas se focaliser sur les seules fonctions délibératives et judiciaires décrites par Aristote au Livre III (1275b17-20) du traité *Tôn politikôn*, des chercheurs ont ainsi participé à la recherche d'une nouvelle manière de définir le politique en interrogeant l'évidence selon laquelle les assemblées civiques seraient les seuls lieux du politique⁴⁶.

Participer est la traduction admise du verbe grec *metechein*, quasi systématiquement employé lorsqu'il s'agit de décrire concrètement la citoyenneté, y compris par Aristote⁴⁷. Participer à la *polis*, à la *politeia*, aux affaires communes (*koina*), aux affaires qui concernent le divin, dans ses sanctuaires, et aux affaires des mortels (*hiera kai bosia*)⁴⁸, telle

au sens anthropologique, qui le distingue autant des animaux que des êtres divins : « celui qui est sans cité (*apolis*) est, par nature et non par hasard, un être ou dégradé ou supérieur à l'homme ».

⁴⁴ En ce sens Froehlich & Müller 2005 : 5.

⁴⁵ Leduc 1994-1995 : 52.

⁴⁶ En dernier lieu : Schmitt-Pantel 2010 avec les critiques de M.H. Hansen qui expose son désaccord : pour lui, la démocratie a un seul lieu, les assemblées. Zurbach 2013 et Duplouy 2014, bien qu'ayant des approches très différentes, situent les critères de richesse au cœur de la question de la citoyenneté (considérée sans les femmes).

⁴⁷ Démosthène, 57 (*metechein tês poleôs ; metechein tôn hierôn kai koinôn*) ; Démosthène, 59 (104 : *metesti pantôn, kai hierôn kai bosión*, 111-112 : *metechein tôn tês poleôs kai tôn hierôn (..) kai teletôn kai hierôn kai timôn metechein tôn en tēi polei*) ; Démosthène, 23 (65 : *metesti kai hierôn kai bosión kai nommimôn kai pantôn bosôn*) ; Aristote, *Politique*, III, 9, 1280b ; II, 4, 1262b, 1263b ; Plutarque, *Périclès*, XXVI, 4 : *metechein tês poleôs*.

⁴⁸ L'expression, difficile à traduire, renvoie à ce qui est sacré (*hiera*) et ce qui est, dans les affaires des mortels, toujours organisé selon des règles permises par les dieux (*bosia*) : Georgoudi 2010 : 41.

est la définition grecque de la citoyenneté considérée d'un point de vue empirique. Comme l'a rappelé Pauline Schmitt-Pantel au début des années 1980, les pratiques de sociabilité (chasse, banquet, armée, chœur, funérailles, assemblée) sont indissociables de l'idée de former un groupe social homogène, celui des meilleurs. Les structures collectives sont « non seulement le moyen de rassembler les citoyens, de les faire se connaître, de créer des liens qui ne soient pas uniquement ceux du voisinage ou de la parenté, mais elles permettent aussi de mesurer le privilège que représente la citoyenneté autour du partage égal »⁴⁹. Il est cependant très rare que les femmes soient incluses dans la représentation que les chercheurs se font de ces formes de participation à la vie commune qui sont finalement pensées comme rassemblant uniquement des citoyens mâles⁵⁰.

Pourtant certaines historiennes, archéologues ou philologues féministes (au sens large) ont produit des résultats qui rendent incontestablement visible la participation des femmes dans l'espace public. Avec ces travaux, les femmes grecques sont effectivement sorties du gynécée⁵¹. Les analyses sur la participation des femmes à la cité ont exploré différents domaines d'activité : les pratiques religieuses, les échanges économiques (avec une mise en cause de la validité d'un partage général privé/public ou intérieur/extérieur) voire le champ des pratiques poétiques et scientifiques. Ils ont montré que les femmes participaient aux rituels collectifs, aux échanges économiques, à la vie intellectuelle⁵². Ils ont rarement pu se dispenser

⁴⁹ Schmitt-Pantel 1992 [1990]. Les travaux de l'anthropologie historique française ont convergé en ce sens : Polignac 1995 [1984] ; Polignac & Schmitt-Pantel 1998.

⁵⁰ La participation citoyenne se confondrait ainsi avec « toutes ces activités que les *andres* pratiquent ensemble », les *andres* étant les seuls hommes (Leduc 1994-1995 : 52). D'une certaine manière, ainsi que le décrit Edward Cohen, on est passé d'une vision weberienne, qui place le politique (État des citoyens mâles) au-dessus des activités mondaines de la *polis*, à une vision durkheimienne qui absorbe l'entière activité de la *polis* dans la « male citizen polis » (Cohen 1997 : 58, note 5).

⁵¹ Nevett 1999.

⁵² Le champ est très large. Parmi les études significatives citons : Schmitt-Pantel 1992 [1990] ; Brulé 1985 ; Foxhall 1989 ; Lissarrague 2002 [1990] ; Brok 1994 ; Georgoudi 2003 [1993] ; Sourvinou-Inwood 1995 ; Kron 1996 ; Hodkinson

d'un débat sur la nature et le poids de la tutelle exercée sur les femmes libres. Leurs conclusions sont parfaitement claires : la tutelle est une disposition formelle qui opère dans le domaine de la légalité des actes, ce qui, bien sûr, ne lui retire pas son éventuelle efficacité sociale et symbolique⁵³.

En conservant l'usage des catégories génériques de « femmes » et « hommes », ces travaux importants sur la participation de celles qui sont en réalité des citoyennes investies dans la *polis* n'ont jamais saisi l'enjeu politique de leurs conclusions. En effet, les citoyennes sont, au regard de ces études étayées par des documents de nature archéologique (notamment l'épigraphie), des individus caractérisés par la participation à la *polis*, à la *politeia* (l'organisation de la *polis*), aux *koina*, aux *hieru kai bosia*, bref, des individus pleinement citoyens si l'on s'en tient à la définition empirique donnée par les auteurs du IV^e siècle avant J.-C.

Peut-on dire que la place parfois prééminente de certaines citoyennes dans la vie religieuse⁵⁴ est exemplaire d'une division des activités selon le genre ? Vers 255 avant J.-C., un décret civique introduit par les membres du Conseil et voté par les citoyens réunis en assemblée met à l'honneur la prêtresse Lysistratè. Lysistratè est honorée, dit le texte de l'inscription, en raison des offrandes textiles qu'elle a consacrées aux divinités et en raison de la donation de 100 drachmes qu'elle a effectuée au bénéfice du groupe de parenté (*genos*) des Praxiergides, un groupe disposant de certains privilèges cultuels. Ce qui est intéressant est que son époux, Archestratos, reçoit également un éloge et une couronne de feuillage cette fois en raison de « sa piété envers les dieux et de son zèle envers le Conseil et le peuple ». S'agit-il, entre la motivation des honneurs dévolus à l'épouse et celle de ceux dévolus à l'époux, d'un partage selon le sexe ?⁵⁵ Probablement pas. En effet, les deux membres du couple interviennent dans le domaine du rapport aux dieux. La nette

2004 ; Doherty 2006 ; González 2006 ; Montepaone 2011 ; Kamen 2013 : 87-96 ; Sebillotte Cuchet 2016.

⁵³ Hunter 1989 ; Foxhall 1996 ; Veïsse 2011 ; Agut-Labordère & Veïsse 2014.

⁵⁴ Une des premières analyses sur une prêtresse athénienne dont le prestige était publiquement reconnu : Georgoudi 2003 [1993]. Voir aussi Georgoudi 2005.

⁵⁵ Bielman 2002 : 41.

prédominance de l'épouse en ce domaine s'explique non pas parce qu'elle est femme mais parce qu'elle est membre du *genos* des Étéoboutades, le groupe de parenté qui fournit le prêtre de Zeus Polieus et la prêtresse d'Athéna Polias. Le domaine des assemblées (conseil et assemblée du peuple) est celui où l'époux intervient seul, ce qui marque, cette fois, un privilège de genre. On notera cependant que, vers 120 avant J.-C., une citoyenne, Archippè, est honorée dans sa cité (*Kymè*) pour avoir manifesté un zèle particulier envers le Conseil et le Peuple : elle a fait construire un nouvel édifice de réunion pour les magistrats⁵⁶. L'explication réside sans doute dans le fait qu'Archippè appartenait à une famille de notables pour laquelle il était important que ses membres, hommes ou femmes, tiennent leur rang en termes de prestige social, ceci quel que soit le domaine de l'intervention évergétique⁵⁷.

Ces citoyennes agissant dans la sphère publique seraient-elles des exceptions ? D'un point de vue statistique, les femmes sont moins nombreuses que les hommes dans l'ensemble de la documentation conservée⁵⁸. Il faut dire que les documents parvenus jusqu'à nous sont souvent soit des documents de la pratique de gouvernement (décrets publics, textes d'historiens relatant des successions de magistrats ou des guerres, traités de bon gouvernement...) soit des documents à valeur légale dans lesquelles les actions des femmes sont le plus souvent redoublées par le nom de leur père ou de leur mari, très rarement de leur mère. Autrement dit, le fait que la documentation antique concerne des segments de l'histoire sociale dominés par des hommes, cumulé avec l'usage des patronymes dans les dénominations des individus, doit nous interdire de conclure de manière hâtive sur la sous-représentation des femmes dans les différentes activités sociales. Incontestablement les citoyennes sont écartées, en tant que femmes (filles ou mère), des institutions

⁵⁶ Savalli-Lestrade 2003 [1993] : qui emploie à dessein le terme de citoyenne pour Archippè (malgré les réticences de Nicole Loraux dans Loraux 2003 [1993] : XII).

⁵⁷ Bremen 1996 : 13-18 et 297-302.

⁵⁸ Jacques Oulhen a fait un rapide calcul en utilisant Byrne & Osborne 1994 : « Toute période confondue, on connaît à Athènes 5 691 femmes (pour 1 890 noms différents) contre 56 618 hommes (pour 6 423 noms différents) : soit un rapport de 1/10 » (Oulhen 2009 : 112, note 6).

délibératives et judiciaires des cités démocratiquement organisées ; elles sont en revanche des citoyennes à part entière – au même titre que les citoyens – lorsqu’il s’agit d’incarner des fonctions d’autorité dans les autres domaines de la vie sociale, notamment dans le domaine des relations avec le divin.

Dans les cités antiques, la *polis*, par le biais des assemblées, élections des prêtres et prêtresses, fixation de leurs rémunérations, redditions de comptes ou contrôle des inventaires conservés dans les sanctuaires, prend part à l’organisation des cultes. Tous les cultes obéissent à des règles propres, dites ancestrales (*ta patria*), qui fondent la *polis* dans son équilibre et lui confèrent son identité collective (par le biais de l’ethnonyme, parfois divin comme celui des Athéniens, et des mythes de fondation où les dieux de la cité sont des protagonistes importants). Ces *nomima*, des règles répétées, ont une autorité qui dépasse celle des citoyens réunis en assemblée⁵⁹. L’ensemble du corps civique (politique au sens grec) – englobant les maisons, les groupes associatifs, phratries ou associations culturelles – doit respecter les règles divines pour que la cité soit bénie et protégée selon un contrat qui, dans ce contexte, est moins pensé comme relevant du social que du divin⁶⁰. Comme l’a récemment souligné Pauline Schmitt-Pantel, c’est précisément ce domaine, celui du rapport au divin, qui montre le mieux l’inadéquation de nos catégories, notamment celles de privé/public, pour penser l’Antiquité⁶¹. On pourrait ajouter que ce domaine montre aussi l’inadéquation de nos hiérarchisations, notamment celle entre sphère politique et sphère religieuse, pour penser l’éventail des fonctions citoyennes.

Puisque lorsque l’on débat des citoyennes antiques, le problème de la traduction transculturelle se pose avec acuité, il ne serait pas inutile de comparer la recherche sur le monde grec avec celle sur le monde romain. En effet, notre lexique et nos représentations contemporaines de la citoyenneté puisent dans ces deux cultures antiques. Par ailleurs, les recherches menées sur les Grecs au temps de l’Empire romain a

⁵⁹ Hérodote, v, 72.

⁶⁰ Sourvinou-Inwood 1990 ; Bruit Zaidman 2007 ; Georgoudi 2007 : 101-102.

⁶¹ Schmitt-Pantel 2012.

franchi une étape significative à partir des années 2000, notamment dans le domaine de la définition du politique et de la citoyenneté.

Décentrer la citoyenneté : le contexte élargi des périodes hellénistique et impériale

Un certain nombre de publications récentes se sont emparées de la question de la citoyenneté en Grèce pour les époques postérieures à l'époque classique. Elles n'ont jamais posé explicitement la question des femmes dans le dispositif⁶². Ces publications sont néanmoins importantes pour notre propos car elles permettent de mieux préciser la variété des formes de citoyennetés antiques.

Du point de vue des spécialistes du monde romain, ce qui distingue la citoyenneté grecque de la citoyenneté romaine est précisément la notion de participation, une notion dont on a montré qu'elle devait être déclinée en différentes fonctions. Anna Heller et Anne-Valérie Pont, dans l'introduction de leur ouvrage collectif *Patrie d'origine et patries électives : les citoyennetés multiples dans le monde grec d'époque romaine*, insistent sur ce qu'elles désignent comme une caractéristique de la citoyenneté dans les cités grecques :

La cité peut en effet être définie comme une « structure de participation » qui appelle un engagement conçu comme unique. La phraséologie des décrets à l'époque hellénistique signale l'importance de la participation aux institutions dans la conception grecque de la citoyenneté : les prérogatives des citoyens sont très souvent exprimées au moyen du verbe *metechein*⁶³.

Autrement dit, les cités grecques d'époque impériale se situent dans une continuité parfaite avec l'époque classique.

Le phénomène de la participation touche, comme à l'époque classique, des hommes et des femmes. Il semble même, à partir du II^e siècle avant J.-C. et surtout du I^{er} siècle avant J.-C., que des femmes

⁶² Dans une récente publication, les éditeurs paraissent sensibles à la mixité des groupes étudiés mais ignorent, cependant, le problème fondamental du genre linguistique qui continue à faire prévaloir, en français, le masculin neutre, surtout au pluriel, contribuant toujours à rendre les femmes invisibles (Froehlich & Hamon 2013 : 10).

⁶³ Heller & Pont 2012 : 9.

se mettent à exercer des charges jusqu'alors réservées aux hommes : il s'agit de magistratures (stéphanophorie, démiurgie...) et de liturgies⁶⁴. Riet Van Bremen, qui a la première souligné cette plus importante participation des femmes aux activités liées à la sphère politique au sens étroit, a tendance à restreindre l'interprétation du phénomène en soulignant qu'il s'agit le plus souvent de charges réalisées dans le domaine religieux (mais on a montré que le domaine religieux n'était pas pensé, dans les cités grecques, comme étant subordonné au domaine des assemblées politiques) et dans une perspective familiale (à l'époque, l'évergétisme est le plus souvent, que ce soit de la part d'un homme ou d'une femme, une affaire de stratégie familiale). À une époque où la documentation est plus abondante, cette visibilité de la participation des femmes n'a rien pour surprendre, il s'agit de l'aboutissement logique d'un dispositif classique dans le monde grec : la participation aux affaires de la *polis* mobilise des individus et des groupes, le plus souvent organisés selon des structures de parenté.

Avec l'extension progressive du pouvoir romain dans le monde grec, se généralise un phénomène déjà constaté dans les cités grecques : la dissociation entre plusieurs types d'appartenance. Si un citoyen d'une cité incluse dans un État fédéral, tel celui des Achaïens, des Épirotes ou des Thessaliens, s'installe dans une autre cité de l'État fédéral, il y dispose de certains droits (que les juristes désignent comme droits civils) en qualité de citoyen fédéral. Il peut ainsi posséder des terres et des maisons, contracter un mariage légitime, exercer librement des activités économiques, sans jamais être considéré comme un *politês* dans sa cité d'accueil⁶⁵. Une telle situation se généralise à partir de l'époque hellénistique avec le développement des mobilités individuelles mais, surtout, elle peut désormais s'accompagner d'octrois de citoyenneté (*politeia*) dans la cité d'accueil. Le phénomène, étudié à propos des hommes citoyens concerne aussi des femmes.

Une inscription, trouvée en 1914 dans une maison d'Antalya en Turquie et aujourd'hui disparue, mentionne le cas d'Asklépiadès, fils de Myrôn, citoyen de la cité de Pergê. Cet homme, qualifié de médecin, a séjourné plusieurs années dans la cité de Séleucie (on ne sait de quelle

⁶⁴ Bremen 1996 ; Bielman 2002.

⁶⁵ Rizakis 2012 : 38.

Séleucie il s'agit) où il fit bénéficier de ses nombreuses et utiles compétences la population. En remerciement, Asklépiadès est honoré de la *politeia* qui, à cette occasion, est également attribuée à son épouse et ses enfants⁶⁶. Autrement dit, la citoyenneté accordée par la cité de Séleucie correspond à un statut qui est conféré à des individus, quel que soit le type de participation attendue de chacun d'eux, y compris si elle est nulle. La citoyenneté peut ici être considérée comme une sorte de distinction sociale, un statut de privilégié.e.s⁶⁷.

Un autre cas est intéressant, il s'agit de celui mentionné dans le décret d'Aigialè d'Amorgos et datant du 1^{er} siècle avant J.-C. Il s'agit de l'octroi de la citoyenneté à un citoyen de Séleucie (on ne sait encore de quelle Séleucie il s'agit), Serapiôn, dont la mère est citoyenne d'Amorgos. Le nouveau citoyen, qui reste citoyen de Séleucie, participe (*metechein*) à tout, comme les autres citoyens (*politai*). Il est inscrit dans la tribu de ses parents, ce qui signale son incorporation effective dans le corps des *politai* d'Amorgos⁶⁸. Dans un tel cas l'individu honoré peut éventuellement faire figurer un double ethnique, signalant sa citoyenneté multiple. Cette inscription, gravée par le secrétaire public et dressée devant le temple de Zeus et d'Athéna Polias, les divinités les plus importantes de la cité, mentionne explicitement le nom de la mère de l'honoré et la désigne comme *politis*⁶⁹.

Le phénomène de cumul de citoyennetés grecques souligne les divers degrés de participation à la *politeia* des cités concernées. L'octroi de la citoyenneté romaine à des ressortissants de cités grecques débute à la fin du 1^{er} siècle avant J.-C., avec Pompée en Sicile, puis César et surtout Auguste pour les cités de Méditerranée orientale. Des notables locaux, citoyens de cités grecques hellénophones reçoivent la

⁶⁶ Savalli-Lestrade 2012 : 47-48. Pour d'autres exemples de femmes *politides* : voir Dana 2012 : 261-262.

⁶⁷ Philippe Gauthier a montré que ces octrois de cité étaient souvent « potentiels », c'est-à-dire sans effet sur la participation dans la communauté d'adoption (Gauthier 1981).

⁶⁸ Boulay 2012 : 72. Le nouveau citoyen est inscrit dans la « tribu des parents » : ἐπὶ τὴν τῶν συγγενῶν φυλὴν τὴν βασιλειτῶν καλουμένην, ici ce sont les parents maternels.

⁶⁹ Serapiôn est dit fils de Nikaretê, citoyenne : Σεραπίωνα Διονυσίου Σελευκῆ, Νικαρέτης ὑπάρχοντα υἱόν τῆς πολεΐτιδος.

citoyenneté romaine en général en récompense de leur activité militaire ou de leur fidélité à Rome. Dans ces octrois, la formule associe très généralement l'épouse et les descendants de l'honoré à la nouvelle citoyenneté⁷⁰. Cette citoyenneté, dans le contexte de l'Empire romain, est davantage une citoyenneté de privilège qu'une citoyenneté de participation, selon des pratiques honorifiques que les Grecs avaient déjà expérimentées entre eux. Elle fait de ses bénéficiaires des interlocuteurs privilégiés avec Rome.

La spécificité de la citoyenneté antique

Une lecture rétrospective de la citoyenneté dans l'Antiquité classique, appuyée par l'analyse des vocables utilisés par les Grecs, par les travaux menés en anthropologie historique et en histoire des femmes depuis plus de trente ans, par les études plus récentes sur les dynamiques de multi-citoyenneté caractéristiques de l'époque hellénistique et impériale et par la sollicitation d'un matériel archéologique, éclaire d'une nouvelle lumière la citoyenneté à l'époque d'Aristote. Les réticences, beaucoup moins marquées dans l'espace anglophone⁷¹, à employer le terme de citoyenne pour traduire des termes qui, pourtant, existent bel et bien en grec, doit probablement se comprendre à l'aune des représentations contemporaines du politique et de la citoyenneté. Nicole Loraux l'exprimait nettement : « Reste que la citoyenneté de l'homme est d'abord et en toute cité politique, ce que ne fut jamais celle d'aucune femme dans l'Antiquité grecque »⁷². La question est de savoir ce que l'on désigne par politique. Les Grecs emploient les termes de *koinon* et *koinônia* (communauté)⁷³, de *polis* et de *politeia*, de *dêmosia*. *Ta politika*, les affaires de la *polis*, concerne des citoyens et des citoyennes. Ces affaires, désignées également comme *ta anthrôpina*, sont toujours étroitement imbriquées avec les affaires qui concernent les dieux, *ta theia*, qui sont

⁷⁰ Ferrary 2005 : 55-65.

⁷¹ Il faut signaler ici sans doute la différence linguistique entre la langue française qui marque beaucoup le genre et l'anglais qui le marque beaucoup moins : Chevalier & Planté 2014.

⁷² Loraux 2003 [1993] : XXII.

⁷³ Aristote, *Politique*, 1276b1-2 : « la cité est une sorte de communauté », 1276b29, 1277a7 ; Ismard 2015 : 213.

du ressort des traditions et des cultes accomplis par tous⁷⁴. Il ne s'agit évidemment pas de parler avec les mots des Grecs mais de comprendre que leur découpage du social, donc leurs représentations, n'est pas identique au nôtre⁷⁵. Lorsqu'ils accordent la citoyenneté (*politeia*), il s'agit de permettre la participation aux affaires de la cité⁷⁶, pas la seule participation aux assemblées, tribunaux et magistratures. Seul Aristote fait cette distinction pour isoler celui qu'il désigne, contre l'usage, comme le citoyen « au sens strict »⁷⁷.

Hors de la sphère de l'armée, des tribunaux et activités des assemblées, la circulation des biens, l'estime liée à l'appartenance familiale, l'honneur dû à une fonction sociale reconnue (prêtrise notamment) fait participer des hommes et des femmes. Certes, dans l'ensemble des documents à notre disposition, l'activité des tribunaux et des assemblées est davantage représentée que toute autre activité publique, pour des raisons qui tiennent à la fois au prestige de cette pratique et à la constitution d'une littérature qui a mémorisé et sélectionné les discours issus de ce contexte. En élargissant la documentation aux données archéologiques, notamment épigraphiques, et par conséquent aux périodes hellénistique et impériale, force est de constater que participation et citoyenneté sont deux notions qui vont toujours de pair et incluent des hommes et des femmes. En redonnant aux femmes citoyennes leur place dans la cité, la politique trouve un nouveau contour. Sans avoir à passer par la catégorie de "société", mot commode mais aussi étranger aux Grecs que celui de citoyenneté, la vie

⁷⁴ Du point de vue des Grecs « les dieux et les hommes constituent deux sphères qui appartiennent au domaine public », *ta theia* et *ta anthrôpina* sont inclus dans le *dêmosia* (Georgoudi 2010 : 41 à propos d'un décret crétois).

⁷⁵ De ce point de vue il s'agit de mettre des distances entre la culture antique et la nôtre mais aussi entre un regard (formé par une discipline, philosophique ou historique) et un autre (formé par d'autres disciplines comme la science politique et l'archéologie, plus empiriques). Voir à ce propos Berger & De Munck 2015.

⁷⁶ La question de la participation des métèques à la *polis* mériterait d'être intégrée à une analyse générale sur la citoyenneté. En ce sens, voir en dernier lieu Wijma 2010.

⁷⁷ Aristote, *Politique*, 1275a19 et 22 : (*haplôs*). La manière dont Aristote considère la femme (subordonnée à l'homme : *Politique*, 1254a, 1277b20-27) n'a pas à être généralisée *a priori*. Sur le caractère moderne (post XVIII^e siècle) de la notion de citoyenneté politique (*formal citizenship*), voir Fahrmeir 2007 : 1-2 et 232.

politique apparaît comme une expérience communautaire où des fonctions diverses sont distribuées selon des critères variés et où le genre intervient sans pour autant prévaloir.

Bibliographie

Tous les textes anciens cités dans cet article sont consultables dans la Collection des Universités de France, édition Les Belles Lettres, Paris.

AGUT-LABORDÈRE Damien & Anne-Emmanuelle VEÏSSE, 2014, « Grecques et Égyptiennes dans les contrats de prêt aux III^e et II^e siècles av. J.-C. », in Gaëlle TALLET & Christiane ZIVIE-COCHE (dir.), *Le Myrte & la rose. Mélanges offerts à Françoise Dunand par ses élèves, collègues et amis*, tome 2, Montpellier, Les Cahiers Égypte nilotique et méditerranéenne, p. 415-423.

ANDO Valeria, 2005, *L'Ape che tesse. Saperi femminili nella Grecia antica*, Roma, Carocci.

AZOULAY Vincent, 2014, « Repolitiser la cité grecque, trente ans après », in Vincent AZOULAY (dir.), « Politique en Grèce ancienne », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 3, p. 689-719.

BECHTEL Friedrich, 1902, *Die Attische Frauennamen nach ihrem Systeme dargestellt*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht.

BERGER Mathieu & Jean DE MUNCK, 2015, « Présentation. Participer, entre idéal et illusion », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 46-1, « (In)capacities citoyennes », 1-24. [en ligne : <http://rsa.revues.org/1361>].

BIELMAN Anne, 2002, *Femmes en public dans le monde hellénistique*, Paris, Sedes.

BLOK Josine, 2004, « Recht und Ritus der Polis. Zu Bürgerstatus und Geschlechterverhältnissen im klassischen Athen », *Historische Zeitschrift*, 278, p. 1-26.

—, 2005, « Becoming citizens: some notes on the semantic of 'citizen' in Archaic Greece and Classical Athens », *Klio: Beiträge zur alten Geschichte*, 87, p. 7-40.

—, 2013, « Citizenship, the citizen body and its assemblies », in Hans BECK (ed.), *A Companion to Ancient Greek Government*, Malden/ Oxford, Wiley-Blackwell, p. 161-175.

—, 2014, « The priestess of Athena Nike: a new reading of IG I³ 35 and 36 », *Kernos*, 27, p. 99-126.

BOULAY Thibaut, 2012, « Le tableau d'honneurs d'Antioche du Méandre », in Anna HELLER & Anne-Valérie PONT (dir.), 2012, *Patrie d'origine et patries électives. Les Citoyennetés multiples dans le monde grec d'époque romaine*, actes du Colloque international de Tours (6-9 novembre 2009), Bordeaux, Ausonius, p. 61-77.

- BREMEN Riet Van, 1996, *The Limits of Participation: women and civic life in the Greek East in the Hellenistic and the Roman periods*, Amsterdam, J.C. Gieben Publisher.
- BROK Roger, 1994, « The labour of women in Classical Athens », *Classical Quarterly*, 44 (II), p. 336-346.
- BRØNS Cecilia, 2014, *Gods and Garments: textiles in Greek sanctuaries in the 7th-1st centuries BC*, Copenhagen, Saxo Institute.
- BRUIT ZAIMMAN Louise, 2007, « Le religieux et le politique : Déméter et Koré dans la cité athénienne », in François DE POLIGNAC & Pauline SCHMITT-PANTEL (dir.), *Athènes et le politique. Dans le sillage de Claude Mossé*, Paris, Albin Michel, p. 57-82.
- BRULÉ Pierre, 1985, *La Fille d'Athènes. La Religion des filles à Athènes à l'époque classique. Mythes, cultes et sociétés*, Paris, Les Belles Lettres.
- BYRNE Sean G. & Michael J. OSBORNE, 1994, *A Lexicon of Greek Personal Names*, vol. II, *Attica*, Oxford, Clarendon Press.
- CANTARELLA Eva, 1997, « Filiazione legittima e cittadinanza », in Gerhard THÜR & Julie VÉLISSAROPOULOS-KARAKOSTAS (hrsg.), *Symposion 1995. Vorträge zur griechischen und hellenistischen Rechtsgeschichte* (Korfu, 1-5 September 1995), Köln/Weimar/Wien, Böhlau Verlag, p. 97-111.
- CHEVALIER Yannick & Christine PLANTÉ, 2014, « Ce que le genre doit à la grammaire », in Laurie LAUFER & Florence ROCHEFORT (dir.), *Qu'est-ce que le genre ?*, Paris, Payot/Rivages, p. 13-31.
- COHEN Edward E., 1997, « The Astoi of Attica: Nationality and Citizenship at Athens », in Gerhard THÜR & Julie VÉLISSAROPOULOS-KARAKOSTAS (hrsg.), *Symposion 1995. Vorträge zur griechischen und hellenistischen Rechtsgeschichte* (Korfu, 1-5 September 1995), Köln/Weimar/Wien, Böhlau Verlag, p. 57-95.
- , 2000, *The Athenian Nation*, Princeton, Princeton University Press.
- DAMET Aurélie, 2015, « Le statut des mères dans l'Athènes classique », in Florence GHERCHANOC (dir.), « Mères grecques », *Cahiers Mondes Anciens*, 6 [en ligne : <http://mondesanciens.revues.org/1379>]
- DANA Madalina, 2012, « Pontiques et étrangers dans les cités de la mer Noire. Le rôle des citoyennetés multiples dans l'essor d'une culture régionale », in Anna HELLER & Anne-Valérie PONT (dir.), 2012, *Patrie d'origine et patries électives. Les Citoyennetés multiples dans le monde grec d'époque romaine*, actes du Colloque international de Tours (6-9 novembre 2009), Bordeaux, Ausonius, p. 249-266.
- DAVIES John K., 2000, « A wholly non-Aristotelian universe: the Molossians as ethnos, state, and monarchy », in Roger BROCK & Stephen HODKINSON (eds), *Alternatives to Athens: varieties of political organization and community in Ancient Greece*, Oxford, Oxford University Press, p. 234-258.

- , 2004, « The concept of citizen », in Silvio CATALDI (a cura di), *Poleis e politeiai. Esperienze politiche, tradizioni letterarie, progetti costituzionali*, atti del Convegno internazionale di storia greca (Torino, 29 maggio – 31 maggio 2002), Alessandria, Edizioni dell'Orso, coll. « Fonti e studi di storia antica », p. 19-30.
- DOHERTY Lillian, 2006, « Putting the women back into the Hesiodic Catalogue of Women », in Vanda ZAJKO & Miriam LEONARD (eds), *Laughing with Medusa: classical myth and feminist thought*, Oxford, Oxford University Press, p. 297-325.
- DUPOLOY Alain, 2014, « Les prétendues classes censitaires soloniennes. À propos de la citoyenneté athénienne archaïque », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 3, p. 629-658.
- FAHRMEIR Andreas, 2007, *Citizenship: the rise and fall of a modern concept*, New Haven & London, Yale University Press.
- FERRARY Jean-Louis, 2005, « Les Grecs des cités et l'attention de la *civitas romana* », in FROEHLICH Pierre & Christel MÜLLER (dir.), 2005, *Citoyenneté et participation à la basse époque hellénistique*, actes de la table-ronde (22 et 23 mai 2004), Paris/Genève, BNF/Droz, p. 51-57.
- FINLEY Moses I., 1984, « La civilisation grecque était-elle fondée sur le travail des esclaves ? », *Économie et société en Grèce ancienne*, Paris, La Découverte, p. 145-171.
- FINLEY Moses I. & Pierre VIDAL-NAQUET, 1985, *L'Invention de la politique. Démocratie et politique en Grèce et dans la Rome républicaine*, Paris, Flammarion.
- FOXHALL Lin, 1989, « Household, gender and property in Classical Athens », *The Classical Quarterly*, 39/1, p. 22-44.
- , 1996, « The law and the lady: women and legal proceedings in Classical Athens », in Lin FOXHALL & Andrew D. LEWIS E. (eds), *Greek Law in its Political Setting: justifications not justice*, Oxford, Oxford University Press, p. 133-152.
- FRAISSE Geneviève, 1998, *Les Femmes et leur histoire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire ».
- , 2000, *Les Deux gouvernements. La Famille et la Cité*, Paris, Gallimard, coll. « Folio-Essai ».
- FROEHLICH Pierre & Patrice HAMON (dir.), 2013, « Histoire sociale et phénomène associatif dans les cités grecques de l'époque hellénistique et impériale », in Pierre FROEHLICH & Patrice HAMON (dir.), *Groupes et associations dans les cités grecques* (III^e av. J.C. – II^e ap. J.C.), Genève, Droz, p. 1-27.
- FROEHLICH Pierre & Christel MÜLLER (dir.), 2005, *Citoyenneté et participation à la basse époque hellénistique*, actes de la table-ronde des 22 et 23 mai 2004, Paris, BNF, Genève, Droz.
- FROIDEVAUX-METTERIE Camille, 2015, *La Révolution du féminin*, Paris, Gallimard.
- GAUTHIER Philippe, 1981, « La citoyenneté en Grèce et à Rome. Participation et intégration », *Ktèma*, 6, p. 167-179.

- GEORGOUDI Stella, 2003 [1993], « Lysimachê la prêtresse », in Nicole LORAUX (dir.), *La Grèce au féminin*, Paris, Les Belles Lettres, p. 169-214.
- , 2005, « *Athanaïos therapeuein*. Réflexions sur des femmes au service des dieux », in Véronique DASEN & Marcel PIERART (dir.), « *Idia kai demosia*. Les cadres “privés” et “publics” de la religion grecque antique », *Kernos*, suppl. 15, p. 69-82.
- , 2007, « Les magistrats au service des dieux. Le cas des démarques en Attique », in François POLIGNAC & Pauline SCHMITT-PANTEL (dir.), *Athènes et le politique : dans le sillage de Claude Mossé*, Paris, Albin Michel, p. 83-109.
- , 2010, « Comment régler les *theia pragmata*. Pour une étude de ce qu’on appelle « lois sacrées » », in Catherine DARBO-PESCHANSKI (dir.), « Normativité », *Mètis*, n.s. 8, p. 39-54.
- GHERCHANOC Florence, 2012, *L'oikos en fête. Célébrations familiales et sociabilité en Grèce ancienne*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- GONZÁLEZ González Marta, 2006, *Nóside de Locris*, Supplementa Mediterranea, Madrid, Ediciones Clásicas.
- HANSEN Mogens H., 2001, *Polis et cité-État : un concept antique et son équivalent moderne*, Paris, Les Belles Lettres.
- HELLER Anna & Anne-Valérie PONT (dir.), 2012, *Patrie d'origine et patries électives. Les citoyennetés multiples dans le monde grec d'époque romaine*, actes du Colloque international de Tours (6-9 novembre 2009), Bordeaux, Ausonius.
- HODKINSON Stephen, 2004, « Female property ownership and empowerment in Classical and Hellenistic Sparta », in Thomas J. FIGUEIRA (ed.), *Spartan Society*, Swansea, Classical Press of Wales, p. 103-136.
- HUNTER Virginie, 1989, « Women' authority in Classical Athens », *Échos du Monde classique/Classical Views*, 8/1, p. 39-48.
- IRIARTE Ana & Laura SANCHO ROCHER (ed.), 2010, *Los Antiguos griegos desde el observatorio de Paris*, *Mediterranea* 15, Madrid-Málaga, Ediciones clásicas.
- ISMARD Paulin, 2014, « Le simple corps de la cité. Les esclaves publics et la question de l'État grec », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 69/3, p. 723-751.
- , 2015, *La Démocratie contre les experts. Les Esclaves publics en Grèce ancienne*, Paris, Le Seuil, coll. « l'Univers historique ».
- JACQUEMIN Anne, 2005, « Un autre conte de deux cités ou... Athéniennes et frères de l'êtré », *Ktema*, 30, p. 337-347.
- JUST Robert, 1989, *Women in Athenian Law and Life*, London, Routledge.
- KAMEN Deborah, 2013, *Status in Classical Athens*, Princeton, Princeton University Press.

- KRON Uta, 1996, « Priesthoods, dedications and euergetism. What part did religion play in the political and social status of Greek women? », in Pontus HELLSTRÖM & Brita ALROTH (eds), *Religion and Power in the Ancient Greek World*, Uppsala, Acta Universitatis Upsaliensis, p. 139-182.
- LAMBERT Stephen D., 1993, *The Phratries of Attica*, Ann Arbor, The University of Michigan Press.
- LEDUC Claudine, 1994-1995, « Citoyenneté et parenté dans la cité des Athéniens », *Métis*, IX-X, p. 51-68.
- , 1998, « La représentation “aristotélécienne” de la *politeia* de Solon. La politique “dans” le domestique », *Kièma*, 23, p. 415-422.
- , 2002 [1990], « Comment la donner en mariage ? La mariée en pays grec (IX^e-IV^e s. av. J.-C.) », in Pauline SCHMITT-PANTEL (dir.), *L'Antiquité*, volume I de Georges DUBY & Michelle PERROT (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, Paris, Perrin, p. 309-382.
- LESSA Fábio de Souza, 2010 [2001], *Mulheres de Atenas. Mélissa – do Gineceu à Agorá*, Rio de Janeiro, Mauad.
- LISSARRAGUE François, 2002 [1990], « Femmes au figuré », in Pauline SCHMITT-PANTEL (dir.), *L'Antiquité*, volume I de Georges DUBY & Michelle PERROT (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, Paris, Perrin, p. 159-250.
- LORAUX Nicole, 1981, *Les Enfants d'Athéna. Idées athéniennes sur la citoyenneté et la division des sexes*, Paris, Éditions La Découverte.
- , 2003 [1993] (dir.), *La Grèce au féminin*, Paris, Les Belles Lettres.
- MANVILLE Philip Brook, 1990, *The Origins of Citizenship in Ancient Athens*, Princeton, Princeton University Press.
- MARCHIANI Daniela, 2011, *I Periboli funerari nell'Attica classica: lo specchio di una « borghesia »*, Athènes/Paestum, Pandemos.
- MARINO Simona et al., 2002, *Il potere invisibile. Figure del femminile tra mito e storia*, Naples, Filema.
- MONTEPAONE Claudia, 1999, *Lo spazio del margine. Prospettive sul femminile nella comunità antica*, Napoli, Donzelli editore.
- MONTEPAONE Claudia (& Ida BRANCACCIO), 2011, *Pitagoriche: scritti femminili di età ellenistica*, Napoli, Edipuglia.
- MOSSÉ Claude, 1983, *La Femme dans la Grèce antique*, Paris, Albin Michel.
- , 1993, *Le Citoyen dans la Grèce antique*, Paris, Nathan Université.
- , 2013, *Regards sur la démocratie athénienne*, Paris, Perrin.
- MÜLLER Chrystel, 2014, « La (dé)construction de la *politeia*. Citoyenneté et octroi de privilèges aux étrangers dans les démocraties hellénistiques », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 3, p. 753-775.

- NEVETT Lisa C., 1999, *House and Society in the Ancient Greek World*, Cambridge, Cambridge University Press.
- NICOLET Claude, 1976, *Le Métier de citoyen dans la Rome républicaine*, Paris, Gallimard.
- , 1982, *L’Idée républicaine en France : essai d’histoire critique (1789-1924)*, Paris, Gallimard.
- OULHEN Jacques, 2009, « Les noms théophores composés féminins à Athènes », in Lydie BODIOL & Véronique MEHL (dir.), *La Religion des femmes en Grèce ancienne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 111-143.
- PATTERSON Cynthia, 1986, « *Hai Attikai*: the other Athenians », in Marilyn SKINNER (ed.), « Rescuing Creusa: new methodological approaches in antiquity », *Helios*, n.s. 13 (2), p. 49-67.
- , 2005, « The Athenian citizenship law », in David COHEN & Michael GAGARIN (eds), *The Cambridge Companion to Ancient Greek Law*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 267-289.
- POLIGNAC François de, 1995 [1984], *La Naissance de la cité grecque*, Paris, La Découverte.
- POLIGNAC François de & Pauline SCHMITT-PANTEL (dir.), 1998, « Public et privé en Grèce ancienne. Lieux, conduites, pratiques », *Ktèma*, 23.
- , 2007, *Athènes et le politique. Dans le sillage de Claude Mossé*, Paris, Albin Michel.
- RIZAKIS Athanasios D., 2012, « Le double citoyenneté dans le cadre des *koina* grecs : l’exemple du *koinon* achéen », in Anna HELLER & Anne-Valérie PONT (dir.), *Patrie d’origine et patries électives. Les citoyennetés multiples dans le monde grec d’époque romaine*, actes du Colloque international de Tours (6-9 novembre 2009), Bordeaux, Ausonius, p. 23-38.
- SAVALLI-LESTRADE Ivana, 2003 [1993], « Archippè de Kymè, la bienfaitrice », in Nicole LORAUX (dir.), *La Grèce au féminin*, Paris, Les Belles Lettres, p. 249-295.
- , 2012, « Collections de citoyennetés et internationalisation des élites civiques dans l’Asie mineure hellénistique », in Anna HELLER & Anne-Valérie PONT (dir.), 2012, *Patrie d’origine et patries électives. Les citoyennetés multiples dans le monde grec d’époque romaine*, actes du Colloque international de Tours (6-9 novembre 2009), Bordeaux, Ausonius, p. 30-59.
- SCHMITT-PANTEL Pauline, 1992 [1990], « Les pratiques collectives et le politique dans la cité grecque », in Oswyn MURRAY & Simon PRICE (dir.), *La Cité grecque d’Homère à Alexandre*, Paris, La Découverte, p. 233-248.
- , (dir.), 2002 [1990], *L’Antiquité*, volume I de Georges DUBY & Michelle PERROT (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, Paris, Perrin.
- , 2010, « Démocratie athénienne, démocratie moderne : le rapport à la religion », in *Entretiens de la Fondation Hardt*, tome LVI, *Démocratie ancienne, démocraties modernes. Tradition et influences*, Vandœuvres-Genève, Entretiens de la Fondation Hardt sur l’Antiquité classique, p. 355-394 (avec discussion).
- , 2011 [1992], *La Cité au banquet*, Paris, Publications de la Sorbonne.

- , 2012, « De l'espace privé à l'espace public dans le monde grec », *Thesaurus Cultus et Rituum Antiquorum (ThesCRA)*, VIII, Los Angeles, The J. Paul Getty Museum, p. 1-7.
- SEBILLOTTE CUCHET Violaine, 2006, *Libérez la patrie ! Patriotisme et politique en Grèce ancienne*, Paris, Belin.
- , 2012, « Touchée par le féminisme. L'Antiquité avec les sciences humaines », in Pascal PAYEN & Evelynne SCHEID-TISSINIER (dir.), *Anthropologie de l'Antiquité. Anciens objets, nouvelles approches*, Turnhout, Brepols, p. 143-172.
- , 2016, « Women and the Economic History of the Ancient Greek World: Still a Challenge for Gender Study », in Cécile MICHEL & Brigitte LION (eds), *The Role of Women in Work and Society*, p. 557-577.
- SOURVINOU-INWOOD Christine, 1990, « What is *Polis* religion? », in Oswyn MURRAY & Simon PRICE (eds), *The Greek city: from Homer to Alexander*, Oxford, Oxford University Press, p. 295-322 [trad. fr. 1992].
- , 1995, « Male and female, public and private, ancient and modern », in Ellen D. REEDER (ed.), *Pandora. Women in classical Greece*, Princeton, Princeton University Press, p. 111-120.
- THOMAS Yan, 2002 [1990], « La division des sexes en droit romain », in Pauline SCHMITT-PANTEL (dir.), *L'Antiquité*, volume I de Georges DUBY & Michelle PERROT (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, Paris, Perrin, p. 131-200.
- TODD Stephen C., 1997, « Status and Gender in Athenian Public Records », in Gerhard THÜR & Julie VÉLISSAROPOULOS-KARAKOSTAS (hrsg.), *Symposion 1995. Vorträge zur griechischen und hellenistischen Rechtsgeschichte* (Korfu, 1-5 September 1995), Köln/Weimar/Wien, Böhlau Verlag, p. 113-124.
- VEÏSSE Anne-Emmanuelle, 2011, « Grecques et Égyptiennes en Égypte au temps des Ptolémées », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 33, p. 125-137.
- VERNANT Jean-Pierre, 1988 [1955], « Travail et nature en Grèce ancienne », in Jean-Pierre VERNANT & Pierre VIDAL-NAQUET, *Travail et esclavage en Grèce ancienne*, Bruxelles, Complexe, p. 3-23.
- VIAL Claude, 1996, « Statut et subordination », in Odile CAVALIER (dir.), *Silence & Fureur. La Femme et le mariage en Grèce*, Avignon, Fondation du Musée Calvet, p. 340-357.
- VIDAL-NAQUET Pierre, 1991 [1981], « Esclavage et gynécocratie », *Le Chasseur noir. Formes de pensées et formes de société dans le monde grec*, Paris, La Découverte, p. 267-288.
- WAGNER-HASEL Beate, 2006, « Das Diktum der Philosophen: Der Ausschluss der Frauen aus der Politik und die Furcht vor der Frauenherrschaft », in Thomas SPÄTH & Beate WAGNER-HASEL (hrsg.), *Frauenwelten in der Antike. Geschlechterordnung und weibliche Lebenspraxis*, Stuttgart-Weimar, Verlag J.B. Metzler.

- WIJMA Sara Maria, 2010, « Joining the Athenian community. The participation of metics in Athenian polis religion in the fifth and fourth centuries B.C. », diss. Université d'Utrecht, Amsterdam.
- WILGAUX Jérôme, 2009, « De l'exil au partage : la transmission féminine des appartenances parentales et religieuses », in Lydie BODIOL & Véronique MEHL, (dir.), *La Religion des femmes en Grèce ancienne. Mythes, cultes et société*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 225-237.
- ZURBACH Julien, 2013, « La formation des cités grecques. Statuts, classes et systèmes fonciers », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 4, 68^e année, p. 957-998.